

FACULTY OF LAW

SUMMER EXAMINATION 1999/20001st YEAR BACHELOR OF CORPORATE LAWLEGAL FRENCH

(LW 109)

Dr Jane Mc Kee
Professor Liam O'Malley
Ms Cacciaguidi-Fahy
Professor P. O'Gormaille

Time: **THREE** Hours
Answer **EACH** question
No dictionary allowed

1. Compréhension (20 marks)

Lisez le texte suivant plusieurs fois et répondez aux questions suivantes:

Que devient la notion, inscrite dans la Constitution, d'«autorité judiciaire»? (...)

L'air du temps, voilà un moment qu'en fait de justice nous le respirons. L'appareil judiciaire occupe un espace sans commune mesure avec ce qu'il était voilà vingt ans. L'extension de la notion d'abus de biens sociaux affecte les chefs d'entreprise et, à travers le financement des partis, les dirigeants politiques. La vieille frontière tracée par la loi des 16 et 24 août 1790 a cédé : l'article 75 de la Constitution de l'an VIII a vécu ; la sanction pénale vient désormais frapper élus locaux et fonctionnaires en place du contentieux de pleine juridiction qui naguère sanctionnait en dommages-intérêts les services publics défaillants. Les juges d'instruction entrent dans les cabinets des préfets et se font ouvrir leurs coffres, etc. Je ne m'étends point car ce n'est pas mon sujet, et je n'en ai point la compétence. Je m'en tiens à ce qui, dans ce mouvement concernant la justice se retrouve dans les révisions constitutionnelles. Tout d'abord la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. (...) À la suite de la réforme de 1993, sous l'empire de laquelle la magistrature vit depuis six ans, le CSM a vu sa composition modifiée, sa compétence élargie, ses pouvoirs accrus. (...) La nouvelle réforme, celle rejetée ce jour, avait deux objets essentiels : élargir, en le rendant moins corporatiste, le CSM et couper le lien entre les magistrats du parquet et le pouvoir exécutif. Mais cet échec ne change rien à ma démonstration. Outre la réforme du CSM, c'est une véritable révolution qui est intervenue, d'abord en 1993 avec la création de la Cour de justice de la République ; ensuite le 4 août 1995 avec la remise en cause des immunités parlementaires.

La création de la Cour de justice de la République apparaît comme un changement radical. Tout citoyen peut porter plainte contre un ministre pour acte accompli dans l'exercice de ses fonctions, auprès d'une commission des requêtes qui ne compte aucun parlementaire et qui a pouvoir de saisir la Cour de justice. (...)

Les insuffisances de cette juridiction sont apparues, je le crois, lors du procès de trois anciens ministres dans l'affaire du sang contaminé. Le fond du problème peut se formuler ainsi : jusqu'où une instance judiciaire peut-elle s'immiscer dans le fonctionnement des pouvoirs publics en tant que tel pour apprécier l'opportunité de telle démarche, les diligences des collaborateurs d'un ministre, la décision de celui-ci ?

Mais l'air du temps veut qu'on le tienne pour une avancée du droit. Comme si le régime parlementaire anglais, voilà plus de deux siècles, n'avait pas inventé l'*impeachment*, c'est-à-dire la censure politique en place de la sanction pénale ? Aujourd'hui, la sanction pénale n'est-elle pas en train de se substituer au contraire à la responsabilité politique ? Vaste débat

Sur cette nouvelle tournure de la justice, inscrite dans notre Constitution, je me pose deux questions : un organe collégial constitue-t-il une garantie de l'indépendance de la magistrature ? (...) Dès lors que nous passons, ou que nous glissons, de l'autorité judiciaire à un pouvoir judiciaire qui porte ombrage aux deux autres pouvoirs, et puisque nous sommes en démocratie, je m'interroge : où serait le contre-pouvoir ? Le pouvoir exécutif a son contre-pouvoir qui, d'une façon ou d'une autre, est le peuple. (...) Le gouvernement est à la merci d'un vote de censure de l'Assemblée. Quant au pouvoir législatif, il est soumis au contrôle périodique des électeurs, et l'Assemblée nationale est au surplus susceptible d'être dissoute.

Or la tradition républicaine, qui rejetait l'idée même de pouvoir judiciaire, n'avait jamais eu à imaginer un contre-pouvoir s'appliquant aux magistrats. Nous sommes pris de court, comme le prouvent l'échec du Congrès de ce jour : il faudrait peut-être y songer, même en acceptant l'air du temps qui a conduit les politiques à forger leurs propres chaînes.

Yves Guéna (*Le Monde*, Mardi 25 janvier 2000)

- (a) Qui exactement sont touchés par la notion juridique «d'abus de biens sociaux?»
- (b) Quels sont les principaux buts de la réforme du Congrès de Versailles concernant l'autorité judiciaire ?
- (c) Quel est le rôle de la Cour de justice de la République et quelle en est sa principale faille ? Donnez un exemple ?
- (d) Quelles sont les autorités et procédures constitutionnelles qui peuvent opposer, en France aujourd'hui, les pouvoirs exécutif et législatif ?
- (e) Est-il possible de créer un contre-pouvoir à l'autorité judiciaire ? Donnez votre opinion personnelle ?

2. Traduction (20 marks)

Traduisez les phrases suivantes en français:

- (a) A fixed term contract of employment must be in writing and cannot exceed 18 months;
- (b) Only trade unions can enter into collective agreements with an employer or the State;
- (c) A statement of accounts is the periodic inventory of current assets and liabilities of a company
- (d) The stock exchange is a market where one buys and sells shares or bonds;
- (e) Although a constitutional revision is in progress, French magistrates are still independent and are therefore irremovable.

3. Rédiger les statuts de l'entreprise Fadoli, dans le but de les publier dans un journal d'annonces légales, en vous servant des informations données ci-dessous (20 marks)

- Juridiction d'immatriculation : Tribunal de Commerce d'Aubenas
- Numéro d'enregistrement : n° 258/52, folio 51
- Acte sous seing privé
- Raison sociale : L'Ardéchois
- Objet: exploitation d'un bar restaurant
- Siège social : 3 Avenue de Chomérac, 07000 Privas
- Forme juridique : S.A.R.L.
- Montant du capital social : apport numéraire de 50 000F, divisé en 500 parts de 100F chacune, réparties entre les associés dans la proportion de leurs apports
- Durée de création : 99 années
- Gérant: M. Fadoli

4. Dissertation (40 marks)

Discutez de l'un (1) des sujets suivants :

- (a) L'économie de la France : atouts et handicaps.

OU

- (b) Vous êtes conseiller juridique et vous devez conseiller un futur créateur d'entreprise sur les démarches à suivre pour créer une entreprise et les différents statuts juridiques possibles. Rédigez un rapport explicatif pour votre client en insistant sur les obligations propres à chaque forme.

OU

- (c) Le bilan d'une entreprise ? A quoi sert-il ? Description du passif et de l'actif.